

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Société HUTTENES ALBERTUS
Commune de Pont-Sainte-Maxence**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2013 modifiant les prescriptions réglementant le fonctionnement de la société HUTTENES ALBERTUS à Pont-Sainte-Maxence ;

Vu l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2013 susvisé qui dispose :

	<i>Hauteur minimum en m</i>	<i>Vitesse d'éjection minimale en m/s</i>	<i>Débit nominal en Nm³/h</i>
<i>Conduits n° 1</i>	10	5	
<i>Conduits n° 2</i>	10	5	2250
<i>Conduits n° 3</i>	10	5	1750
<i>Conduits n° 4</i>	10	8	3900
<i>Conduits n° 5</i>	10	8	3650
<i>Conduits n° 6</i>	10	8	25000
<i>Conduits n° 7</i>	14	5	2500
<i>Conduits n° 8</i>	14	5	4200
<i>Conduits n° 9</i>	16	5	600
<i>Conduits n° 10</i>	10	5	3700

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de contrôle inopiné des rejets atmosphériques du 8 juillet 2025 réalisé par la société IRH ;

Vu le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé du 8 au 9 septembre 2025 par la société SOCOTEC ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant suite à la visite d'inspection du 21 octobre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 21 octobre 2025, l'exploitant a présenté les résultats des mesures pour la vitesse d'éjection minimale du conduit n°1 ;
2. Lors du contrôle inopiné du 8 juillet 2025 réalisé par la société IRH, la vitesse moyenne d'éjection mesurée était de 1,7 m/s pour une vitesse attendue de 5 m/s. En 2024, la vitesse mesurée lors du contrôle inopinée était de 1,9 m/s ;
3. Un contrôle a été réalisé par la société SOCOTEC du 8 au 9 septembre 2025, la vitesse mesurée était de 1,85 m/s ;
4. Lors de la visite d'inspection du 21 octobre 2025, l'inspection a constaté que la vitesse d'éjection minimale pour le conduit n°1 n'était donc pas respectée ;
5. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société HUTTENES ALBERTUS de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2013, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société HUTTENES ALBERTUS, exploitant des installations de fabrication de générateurs de carbone brillant et de fabrication de produits chimiques sur la commune de Pont-Sainte-Maxence (60), est mise en demeure, de respecter les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2013 susvisé en respectant la vitesse minimale d'éjection de 5 m/s pour les rejets issus du conduit n°1 **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article précédent ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif d'Amiens peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Le préfet peut procéder à la publication de la présente décision sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 4 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Pont-Sainte-Maxence pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Pont-Sainte-Maxence fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique installation classée au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de la commune de Pont-Sainte-Maxence, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 06 JAN. 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

Société HUTTENES ALBERTUS

Le Sous-préfet de Senlis

Le Maire de la commune de Pont-Sainte-Maxence

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'Inspectrice de l'environnement s/c du Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

